

Retour sur le retrait des forces françaises en Afrique de l'Ouest



Par Aïssatou FASSA-KEÏTA

A PROPOS

Aïssatou Fassa-Keïta est étudiante en deuxième année de Bachelor en sciences humaines et sociales à Sciences Po, sur le campus de Reims. Elle a rejoint les Alumni en 2023.

Cette publication n'engage que son auteur. Les idées exprimées et les informations contenues ne peuvent pas être considérées comme l'expression de l'association Les Alumni de l'ADE.

Bientôt deux ans après le retrait officiel des troupes françaises du Mali en juin 2022, un effet de contagion semble s'étendre sur la zone sahélienne avec le retrait consécutif des forces françaises du Burkina Faso ainsi que du Niger. Le climat d'hostilité alimenté par les juntes au pouvoir ainsi que le déclin de l'influence française dans ces pays convoités par de nouvelles puissances, illustre un questionnement grandissant sur l'impact et l'efficacité des interventions étrangères en Afrique.

Cette sous-région de l'Afrique marquée par une forte instabilité politique liée à l'héritage du colonialisme, la menace djihadiste, la course aux matières premières ainsi que les constantes interférences étrangères, a donné naissance à un sentiment anti-français voire anti-occidental au sein de l'ancien pré-carré français.

Focus sur le Mali

Le 15 août 2022 s'achevait le retrait des militaires de l'opération Barkhane au Mali après une décennie de présence française. À la suite du renversement du colonel Kadhafi en Libye en 2011 avec le soutien de l'Occident, une vague de violence se répandit dans la zone sahélienne avec le retour des milliers de mercenaires engagés par le colonel pour sa "légion islamique", dont la plupart étaient des Touaregs du Mali, du Niger et du Tchad. En janvier 2013, la France lance l'opération "Serval" pour enrayer la progression des djihadistes menaçant Bamako, permettant la reprise de Gao, de Tombouctou ainsi que de Kidal.

Le 1er août 2014, l'opération Serval devient l'opération Barkhane, une mission à vocation régionale, concentrée au Sahel, s'inscrivant comme le plus important déploiement de troupes françaises en opération extérieure. L'opération se déploie sur cinq pays du Sahel : le Mali, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Un an plus tard, en mai 2015, l'accord de paix d'Alger est signé par le gouvernement malien et l'ex-rébellion touareg.

Cependant, les violences et les attentats se multiplient, de plus en plus dirigés vers le sud du pays.

Le double coup d'État visant l'ex-président Ibrahim Boubacar Keïta se solde par un accès au pouvoir de la junte militaire dirigée par le colonel Assimi Goïta le 24 mai 2021. Ce revirement politique mène à une détérioration des relations entre Paris et Bamako permettant l'alliance avec de nouveaux acteurs tel que le groupe paramilitaire russe Wagner.

Fin janvier 2022, la junte au pouvoir, moins favorable à la présence occidentale, exige du Danemark le retrait immédiat des soldats européens de la Task Force Takuba, qui prit officiellement fin le 1er juillet de la même année. Le 31 janvier, les dirigeants du Mali décident de l'expulsion de l'ambassadeur de France, marquant la fin de la collaboration stratégique et diplomatique entre les deux pays.

Focus sur le Burkina Faso

Le dimanche 19 février 2023, l'état-major burkinabé annonçait la fin des opérations de la force spéciale "Sabre" sur son territoire. Similairement, au Mali, cette unité militaire menait des opérations ciblées au Sahel, dans le cadre de la lutte contre le djihadisme depuis 2009. Quelques semaines plus tôt, le gouvernement de transition du capitaine Ibrahim Traoré, arrivé au pouvoir à la suite d'un putsch, dénonçait les accords de défense liant la France au Burkina Faso, dégradant davantage les relations entre les deux pays.

Cependant, alors que le sentiment anti français gagne du terrain dans la région, Ouagadougou se garde de critiques ouvertes à l'encontre de Paris et insiste davantage sur l'argument souverainiste de la nécessité pour le peuple burkinabé de prendre en charge lui-même la gestion du terrorisme.

Entre autres, l'une des particularités du contexte burkinabé est que l'opération "Sabre" avait pour rôle d'appuyer des opérations ponctuelles au Sahel et non de seconder activement les forces nationales, contrairement à Barkhane au Mali. De ce fait, le retrait des forces françaises a moins d'impact sur les autorités burkinabés et rend le pays plus empreint à un départ sans rupture diplomatique.

Focus sur le Niger

Le retrait des 1500 soldats et aviateurs français du Niger, dernier allié de la France au Sahel avant le putsch contre l'ex-président Mohamed Bazoum menant au pouvoir les généraux le 26 juillet 2023, fait suite à ceux du Mali et du Burkina Faso. À la suite de cette prise de pouvoir, les relations entre Niamey et plusieurs partenaires européens, notamment la France, se dégradent et favorisent un rapprochement avec la Russie.

Conformément aux injonctions de la junte, l'armée française a achevé le démantèlement de ses installations sur la base de Niamey qui s'est suivi d'une fermeture de l'ambassade de France dans le pays. Cette mesure exceptionnelle marque la fin de plus de dix ans de présence française dans la sous-région et finalise le démantèlement du dispositif français de lutte contre le terrorisme dans ces trois pays.

Conclusion

Dans cette région de l'Afrique de l'Ouest sous haute tension où sévissent plusieurs groupes terroristes affiliés à Al-Qaïda et l'État Islamique ainsi qu'une forte instabilité politique et économique, le bilan de ces opérations militaires semble mitigé. Si l'opération Barkhane, qui a succédé à l'opération Serval en 2013, a obtenu de beaux succès tactiques en supprimant de nombreux chefs jihadistes et en repoussant des groupes armés, le manque de réponse politique de l'État Malien atténue les résultats.

Conséquence : les violences continuent de s'intensifier et se propager vers les pays voisins et le sentiment anti-français gagne du terrain. Plus de 2.000 civils ont été tués au Mali, Niger et Burkina Faso en début d'année 2022, soit plus que les 2.021 recensés pour toute l'année 2021, selon les calculs de l'AFP à partir d'une compilation de l'ONG spécialisée Acled¹. En neuf ans de présence au Sahel, l'armée française a de son côté perdu 59 militaires.

En ce qui concerne l'avenir des relations diplomatiques entre la France et ses pays, la question reste floue avec une influence et une présence toujours plus grande de la Russie qui se place comme allié et substitut de l'ancienne puissance coloniale française dans la région.

¹ <https://acleddata.com/10-conflicts-to-worry-about-in-2022/sahel/mid-year-update/>